



普华永道



Canada China Business Council
Conseil d'affaires Canada-Chine
加中贸易理事会

Élargir nos horizons :

activités commerciales et intégration
des facteurs ESG en Chine





Avis de non-responsabilité

Cette publication a été préparée uniquement à des fins d'orientation générale sur des questions d'intérêt et elle ne constitue pas un avis professionnel. Vous ne devriez pas agir en vous fondant sur les informations contenues dans cette publication sans obtenir un avis professionnel précis. Nous n'offrons aucune déclaration ni garantie (expresse ou implicite) quant à l'exactitude ou à l'exhaustivité de l'information contenue dans cette publication et, dans la mesure permise par la loi, PwC n'accepte ou n'assume aucune obligation, aucune responsabilité ni aucun devoir de diligence pour toute conséquence résultant d'une action ou d'une inaction de votre part ou de la part de quelqu'un d'autre sur la foi de l'information contenue dans cette publication ou résultant de toute décision basée sur celle-ci.

Avril 2022

Contenu

Introduction	03
Comprendre les principaux enjeux ESG en Chine	06
1.1 Les moteurs du développement durable	07
1.2 Les principaux enjeux ESG en Chine	08
1.3 Les répercussions pour les entreprises canadiennes	10
Des stratégies carboneutres sont adoptées pour lutter contre le changement climatique	11
L’empreinte carbone doit être gérée au niveau de l’entreprise et des produits	15
De plus en plus d’attention est accordée à la biodiversité et à une meilleure affectation des sols en Chine	19
Le bien-être de la main-d’œuvre est essentiel pour motiver les employés et favoriser leur autonomie	23
La gestion de la chaîne d’approvisionnement bâtit un lien de confiance entre les entreprises et les parties prenantes	27
Les entreprises doivent créer une structure de gouvernance efficace afin de gérer leur performance ESG	31
Les pratiques anticoncurrentielles seront suivies et régies d’emblée	35
Regard vers l’avenir	39

Introduction

La Chine s'est lancée dans une mission qui pourrait être caractérisée comme étant sans précédent dans le monde : verdir son économie, accroître la qualité de vie de ses citoyens et créer un marché raffiné, juste et moderne pour les entreprises. D'un point de vue macroscopique, ces objectifs inspireraient une confiance accrue chez la plupart des dirigeants au Canada et ailleurs qui cherchent à commercer et à investir dans ce paysage complexe; mais quelles en sont les répercussions commerciales sur le terrain pour les entreprises qui naviguent dans ces courants changeants?

Ce rapport du CCBC et de PwC Chine a comme objectif de commencer à démêler la question par le biais des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) pour les entreprises canadiennes en Chine.

Les politiques chinoises sur la question évoluent rapidement et elles auront des effets commerciaux primaires et secondaires considérables. Dans la quête d'une plus grande égalité, des concepts comme la « prospérité commune » ont le potentiel d'entraîner des résultats transformateurs. Or, les changements de contexte opérationnel auxquels une entreprise sera confrontée alors que l'interprétation de ces grandes idées s'applique aux ramifications plus complexes pourraient entraîner des problèmes croissants pour les sociétés qui n'y sont pas préparées. Les deux cibles de la Chine en matière de CO₂ sont ambitieuses et admirables, mais cet espace plus étroitement contrôlé créera, par exemple pour les exportateurs de ressources naturelles canadiennes, un nombre considérable de nouveaux règlements auxquels se conformer alors que nous cheminons vers 2030 et 2060. Et alors que les marchés financiers deviennent de plus en plus

combatifs, les activités du conseil, la communication d'information et la surveillance liées aux indicateurs ESG deviendront indispensables pour les entreprises de la sphère publique afin de veiller à ce qu'elles opèrent de manière responsable et transparente. Les objectifs d'envergure sont positifs, mais les risques pour le marché qui y sont associés sont eux aussi considérables.

Dans ce contexte, le commerce bilatéral et les relations d'investissement continuent de se complexifier et d'être compromis par les questions géopolitiques. Le Conseil d'affaires Canada-Chine, avec le soutien de CanExport Associations, a été ravi de collaborer avec PwC Chine, chef de file du secteur, sur cet important rapport qui traite des réalités commerciales des entreprises qui souhaitent prendre une longueur d'avance au moment où les facteurs ESG ont commencé à contribuer à cette matrice déjà complexe.



Sarah Kutulakos
Directrice générale et Cheffe des opérations,
Conseil d'affaires Canada-Chine



Noah Fraser
Directeur général et représentant
principal pour la Chine,
Conseil d'affaires Canada-Chine



Introduction

À l'échelle du monde, l'importance accordée à la durabilité est plus grande que jamais. Alors que la Chine s'attaque aux défis mondiaux comme le changement climatique, l'égalité sociale et la réduction de la pauvreté, les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) sont de plus en plus cruciaux pour tous les secteurs d'affaires.

En phase avec ces tendances, nous avons constaté une augmentation rapide de la sensibilisation aux facteurs ESG et des rapports à leur sujet dans les dernières années. L'ambition de la Chine d'atteindre son pic d'émissions de CO₂ d'ici 2030 et d'atteindre la carboneutralité d'ici 2060, en plus des autres objectifs en matière de politique comme une plus grande égalité sociale, entraînera une demande de transparence accrue entourant la durabilité des activités, des chaînes d'approvisionnement et des produits des entreprises. En effet, ces ambitions entraînent déjà une prolifération plus rapide que prévu des politiques liées aux facteurs ESG, ainsi que des changements en matière d'investissement et d'engagement commercial qui auront une incidence significative sur les entreprises d'une variété de secteurs commerciaux.

Comme nous le détaillons dans le présent rapport, ces développements représentent des occasions pour les entreprises de bâtir un lien de confiance avec les parties prenantes, les organismes de réglementation et les partenaires de la chaîne d'approvisionnement locaux, d'améliorer la qualité des produits par l'entremise d'une meilleure gestion de la chaîne d'approvisionnement et de bâtir des marques plus solides en Chine comme ailleurs en engageant positivement les collectivités locales. D'un autre côté, les entreprises étrangères qui exercent des activités ou qui s'approvisionnent en

Chine seront de plus en plus exposées aux risques ESG et elles devront rester au courant des changements rapides dans les exigences réglementaires comme dans les attentes du marché.

PwC Chine accorde une grande importance à cette occasion de travailler avec le Conseil d'affaires Canada-Chine afin de partager les grandes lignes des enjeux ESG, les développements pertinents en matière de politiques et les pratiques locales qui y sont liées. Ce document a pour objectif d'aider les entreprises canadiennes à mieux comprendre les répercussions et les réalités du marché, mais aussi à mieux se préparer à se conformer aux normes ESG qui évoluent tout en atteignant leurs objectifs commerciaux en Chine. Nous souhaitons continuer à collaborer avec le Conseil d'affaires Canada-Chine et à soutenir ses entreprises membres dans leur processus de transformation ESG.



Qing Ni,
Chef des marchés pour les enjeux ESG,
PwC Chine



Callum Douglas
Directeur de la durabilité des entreprises,
PwC Chine

Abréviations et acronymes

AMAC	Asset Management Association of China (association de la gestion des actifs de la Chine)
BPC	Banque populaire de Chine
CDP	Organisation Carbon Disclosure Project
COP15	Quinzième réunion de la Conférence des Parties
CRE	Conduite responsable des entreprises
CSRC	China Securities Regulatory Commission (commission de réglementation des valeurs boursières de la Chine)
Émissions de GES de portée 1	Émissions directes provenant de ressources détenues et contrôlées par une entreprise
Émissions de GES de portée 2	Émissions indirectes provenant de l'électricité, de la vapeur, du chauffage et du refroidissement achetés pour autoconsommation
Émissions de GES de portée 3	Émissions indirectes provenant d'autres activités de la chaîne de valeur
ESG	Facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance
GES	Gaz à effet de serre
GRI	Organisme Global Reporting Initiative
HKEX	Hong Kong Exchanges and Clearing Limited (société de portefeuille de la bourse de Hong Kong)
MAFC	Mécanisme d'ajustements à la frontière pour le carbone
MEE	Ministère de l'Écologie et de l'Environnement
NDRC	National Development and Reform Commission (commission nationale du développement et de la réforme)
ODD	Objectif de développement durable
ONU	Organisation des Nations Unies
PMEB	Partenariat mondial sur les entreprises et la biodiversité
SAMR	State Administration for Market Regulation (administration publique de la réglementation des marchés)
SASAC	State-owned Assets Supervision and Administration Commission of the State Council (commission d'administration et de supervision des actifs publics du Conseil d'État)
SBTi	Science Based Targets initiative (initiative de fixation d'objectifs fondés sur la science)
SCSE	Système de crédit social pour les entreprises
SEQE	Système d'échange de quotas d'émission
SSE	Bourse de Shanghai
SZSE	Bourse de Shenzhen
TNFD	Taskforce on Nature-related Financial Disclosures (groupe de travail sur la communication d'informations financières liées à la nature)
UE	Union européenne
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature



Comprendre les principaux enjeux ESG en Chine

Les moteurs du développement durable

La Chine a intégré le concept de « civilisation écologique » et la mise en œuvre du développement durable à sa stratégie nationale.

Le rapport du 19^e Congrès national du Parti communiste chinois insiste sur une mise en œuvre de la stratégie de développement durable, nécessitant une adhésion à l'idée de « coexistence harmonieuse entre les humains et la nature ».

Une transformation industrielle est essentielle à l'atteinte d'un développement de qualité supérieure du pays. Après plus de 40 ans de croissance rapide, l'accent économique de la Chine est devenu le développement de qualité supérieure. Cette transition exige la création de nouveaux modèles de croissance et le renforcement de nouveaux piliers de croissance économique soutenus par les technologies de l'information, les économies en ligne, l'intelligence artificielle et bien plus encore.

Par l'entremise de son objectif de « prospérité commune », le gouvernement cherche à protéger la stabilité sociale en insistant sur la qualité de vie et l'équilibre entre le développement des zones urbaines et rurales. Bien que la Chine ait atteint son objectif d'éradiquer la pauvreté avant 2020, des inégalités subsistent encore dans le développement de différentes régions.

À l'heure actuelle, le pays cherche à atteindre un développement durable complet, coordonné et équilibré avec l'objectif d'une « prospérité commune ». Pour y parvenir, une planification visant à améliorer différents aspects des moyens d'existence des gens comme l'éducation, les soins médicaux, la sécurité sociale et la répartition des revenus est nécessaire.

De plus, la Chine voit le développement durable non seulement comme un enjeu de croissance intérieure, mais aussi comme une occasion d'améliorer son image dans le monde et une possibilité de coopération avec les autres pays.

Dans un monde de plus en plus fractionné, il est difficile d'atteindre un consensus mondial. Le développement durable est devenu un secteur d'intervention privilégié pour les stratégies internationales de beaucoup de pays, et un domaine de choix pour bâtir une compréhension commune par l'entremise de mécanismes bilatéraux ou multilatéraux. Par exemple, en vertu du cadre des ODD de l'ONU, le monde est interconnecté dans la résolution des 17 principaux défis auxquels la planète est confrontée.¹ La pandémie et la crise climatique ont exacerbé les défis associés à la progression du développement durable et au programme d'action pour 2030, rendant la nécessité de bâtir des efforts collectifs encore plus urgente.

¹ ODD de l'ONU

Les principaux enjeux ESG en Chine

Le développement durable est rapidement devenu l'un des principaux secteurs d'intérêt pour les pays, les régions et les entreprises du monde. Une série de rapports faisant le suivi des priorités en matière d'ODD des entreprises en Chine a découvert qu'un changement clair s'était opéré au cours des deux dernières années². Les entreprises en Chine commencent à s'intéresser davantage aux ODD liés aux facteurs économiques et environnementaux, alors qu'auparavant, l'accent était surtout placé sur les dimensions sociales³.

Lorsque les facteurs ESG ont émergé en Chine dans les années 2000, ils étaient étroitement liés au cadre de communication de l'information de la Global Reporting Initiative (GRI). Subséquemment motivées par l'intérêt que les organismes de réglementation et les investisseurs lui portaient, les entreprises chinoises se sont graduellement tournées vers la gestion des enjeux ESG. À l'heure actuelle, les

exigences ESG en Chine sont semblables aux normes de « conduite responsable des entreprises » (CRE), qui énoncent la manière dont les entreprises peuvent exercer leurs activités d'une manière socialement responsable et durable du point de vue environnemental.

Sept enjeux ESG de la liste complète présentée dans le **tableau 1** seront abordés dans le présent rapport. Ces facteurs ESG précis ont une importance grandissante en Chine et les entreprises étrangères qui exercent des activités ou qui s'approvisionnent en Chine doivent s'y attaquer. Dans les sections suivantes, chaque enjeu sera présenté dans le contexte des mises à jour sur les politiques et des répercussions sur le marché pour les entreprises.



² Les rapports sont copubliés par PwC Chine, le PNUD Chine et la CCOIC, et ils visent à fournir une vue d'ensemble de la façon dont les entreprises sont engagées dans les ODD de l'ONU en Chine.

• <https://www.pwccn.com/en/services/consulting/publications/private-sector-awareness-of-the-sustainable-development-goals-jul2020.html>;

• <https://www.pwccn.com/en/services/issues-based/esg/pathway-to-net-zero-report-dec2021.html>

³ La priorité croissante accordée à la dimension économique peut en partie s'expliquer par l'incidence de la COVID-19, alors que celle accordée à la dimension environnementale a été déclenchée par les deux cibles en matière de CO₂.

Tableau 1 – Principaux enjeux ESG en Chine⁴



Pilier environnemental

Changement climatique	1 Cibles carboneutres	2 Empreinte carbone	Financement de l'impact environnemental	Vulnérabilité au changement climatique
Ressources naturelles	Stress hydrique	3 Biodiversité et affectation des sols	Approvisionnement en matières premières	
Pollution et déchets	Rejets toxiques et déchets	Matériaux d'emballage et déchets	Déchets électroniques	
Occasions environnementales	Occasions dans les technologies propres	Occasions dans l'écoconstruction	Occasions dans les énergies renouvelables	



Pilier social

Capital humain	4 Bien-être des employés	Santé et sécurité	Développement du capital humain	5 Normes du travail dans la chaîne d'approvisionnement		
Responsabilité des produits	Sécurité et qualité des produits	Sécurité des produits chimiques	Sécurité des services financiers	Confidentialité et sécurité des données	Investissement responsable	Santé et risques démographiques
Opposition des parties prenantes	Approvisionnement controversé					
Occasions sociales	Accès aux communications	Accès aux finances	Accès aux soins de santé	Occasions en nutrition et en santé		



Pilier de la gouvernance

Gouvernance d'entreprise	6 Gouvernance ESG	Rémunération des cadres	Propriété	Comptabilité	
Comportement d'entreprise	Éthique Commerciale	7 Pratiques Anticoncurrentielles	Corruption et instabilité	Instabilité du système financier	Transparence fiscale

⁴ Analyse de PwC.

Répercussions pour les entreprises canadiennes

Le développement des enjeux ESG en Chine est largement propulsé par les lois, les règlements et les normes nouvellement créés dans beaucoup de secteurs du gouvernement et des marchés.

Conformément à l'objectif ambitieux de carboneutralité et d'amélioration de l'égalité sociale de la Chine, les politiques liées aux enjeux ESG sont élaborées beaucoup plus rapidement que ce à quoi l'on s'attendait et elles auront une incidence considérable sur les entreprises d'une variété de secteurs d'activité.

Les entreprises canadiennes qui ont des filiales en Chine ou qui font simplement affaire directement avec des entreprises chinoises (ou indirectement par l'entremise des chaînes d'approvisionnement) peuvent aussi être touchées. Lorsqu'il est question d'enjeux ESG en Chine, même s'il existe une approche descendante dans l'élaboration des politiques, les entreprises doivent aussi étudier les politiques locales pertinentes à leurs préoccupations précises. En traitant de chacun des enjeux ESG, ce rapport commencera par un survol des politiques au niveau national.

En vertu des normes de « conduite responsable des entreprises », les entreprises canadiennes sont encouragées à exercer leurs activités de façon responsable à l'étranger. Il existe des exemples d'entreprises canadiennes qui ont pris des engagements de carboneutralité, qui ont travaillé à l'autonomisation des femmes, des jeunes et des collectivités ou qui ont fait des principes ESG des éléments centraux de leur gouvernance d'entreprise. Des pratiques exemplaires pourraient être partagées et mises en œuvre auprès des filiales chinoises et dans la chaîne d'approvisionnement, ce qui permettrait de bâtir un lien de confiance avec les collectivités locales, avec les autorités et directement avec les fournisseurs et présenterait une histoire positive de la marque à partager avec les consommateurs. Les entreprises canadiennes pourraient aussi apprendre des histoires de réussites des entreprises chinoises de premier plan, qui ont peut-être une meilleure compréhension des politiques et des cultures locales.

Avec l'environnement changeant du développement des enjeux ESG, les entreprises de toutes les tailles, de tous les secteurs et de tous les marchés rencontreront des occasions, mais aussi des défis. Pour saisir les occasions commerciales et pour atténuer les risques pour leurs finances et leur réputation, il est important que toutes les entreprises canadiennes comprennent les enjeux ESG en Chine et intègrent les facteurs ESG à leurs stratégies commerciales et à leurs activités quotidiennes. Les répercussions pour le marché et des points à retenir pour chacun de ces enjeux seront présentés tout au long du présent rapport.



Des stratégies carboneutres sont adoptées pour lutter contre le changement climatique

Présentation des politiques

Mise en place d'un cadre réglementaire holistique pour le développement d'une économie carbonneutre

À l'Assemblée générale des Nations Unies de septembre 2020, la Chine a annoncé l'objectif d'atteindre son pic d'émissions de CO₂ avant 2030 et la carboneutralité avant 2060, ce qui est largement considéré comme un grand pas en avant dans la lutte

mondiale contre le changement climatique. En octobre 2021, la Chine a formulé le cadre réglementaire « 1+N » où « 1 » fait référence à l'approche à long terme de lutte contre le changement climatique⁵ et où « N » fait référence à des plans de mise en œuvre dans des domaines et des secteurs clés, ainsi qu'à une série de mesures de soutien pour atteindre les deux objectifs en matière de CO₂ (tableau 2).

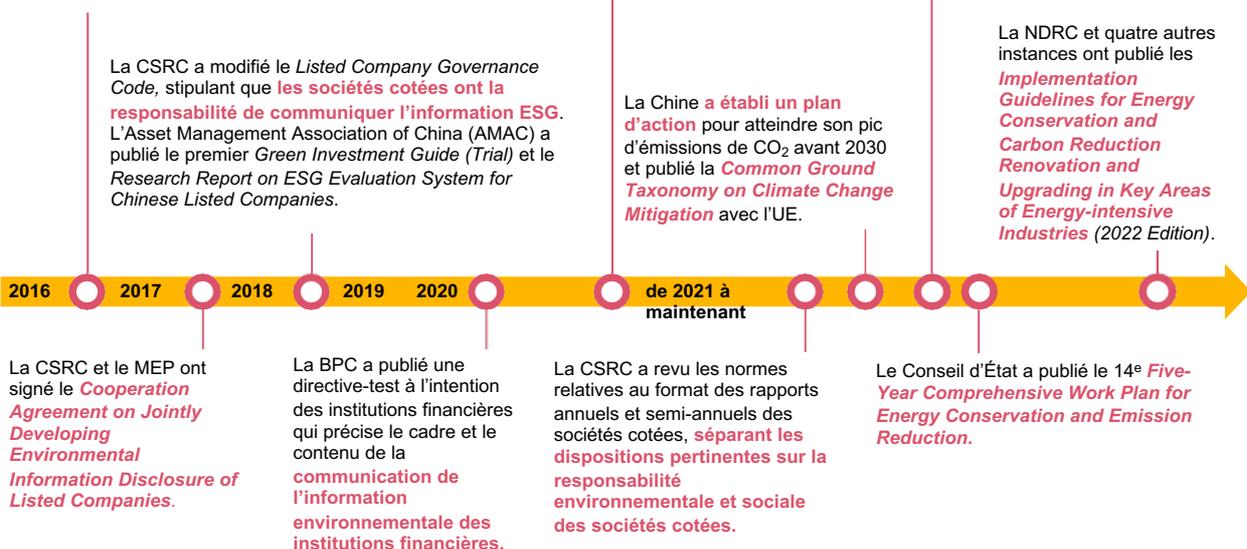
⁵ La constante « 1 » est bien expliquée dans le document *The Working Guidance for Carbon Dioxide Peaking and Carbon Neutrality in Full and Faithful Implementation of the New Development Philosophy* publié le 24 octobre 2021.

Tableau 2 – Réglementation et politiques relatives au climat

Sept instances, dont la BPC et la CSRC, ont conjointement publié les *Guidelines for Establishing the Green Financial System* exigeant l'établissement graduel d'un système de communication obligatoire de l'information environnementale pour les sociétés cotées et les émetteurs d'obligations.

Le président Xi Jinping a annoncé que la Chine visait l'atteinte de son pic d'émissions de CO₂ d'ici 2030 et de la carboneutralité d'ici 2060. Ces cibles sont aussi connues comme étant les deux objectifs en matière de CO₂.

Le MEE a publié les *Measures for the Disclosure of Environmental Information* obligeant cinq types d'entreprises à communiquer l'information relative à l'environnement conformément à leurs stipulations.



Répercussions sur le marché

Le coût des matières premières et les dépenses d'exploitation pourraient augmenter à court terme en raison des solutions de décarbonisation

Afin de répondre aux exigences en matière de conservation de l'énergie et de réduction des émissions, les entreprises chinoises ont souvent besoin d'installer de l'équipement écoénergétique ou d'utiliser des sources d'énergie renouvelable (comme des panneaux solaires installés sur les toits), ce qui accroît le prix de leurs produits et services. Les entreprises qui exercent des activités ou qui s'approvisionnent en Chine doivent être au courant de ces pressions exercées sur les coûts et les intégrer à leurs stratégies commerciales à moyen et à long terme.

Les entreprises devraient établir des stratégies de décarbonisation à long terme

Autrefois « non essentiels », les plans d'action climatique des entreprises deviennent « indispensables ». En établissant des cibles de réduction des émissions de CO₂ en phase avec les objectifs de l'Accord de Paris et en adoptant une transition des activités et des solutions de décarbonisation, les entreprises peuvent développer de nouvelles occasions d'affaires et établir de nouveaux avantages concurrentiels.

Étude de cas

Définir des objectifs clairs pour atteindre la carboneutralité et concevoir des plans d'action climatique d'entreprise

Encadré 2.1 Stratégie de carboneutralité d'Ant Financial⁶

En mars 2021, Ant Financial a publié son engagement envers la carboneutralité, proposant trois objectifs principaux :

- 1) Faciliter la réduction des émissions de CO₂ au moyen de solutions axées sur la technologie et développer un plan d'action en matière de carboneutralité grâce à des efforts conjoints avec toutes les parties prenantes.
- 2) Atteindre la carboneutralité dans ses activités (émissions de portées 1 et 2) d'ici 2021.
- 3) Atteindre la carboneutralité dans ses activités et dans ses chaînes de valeur (émissions de portées 1, 2 et 3) au plus tard en 2030.

Des plans d'action concrets ont été créés pour donner suite à ces cibles ambitieuses, notamment :

- 1) Promouvoir la conscientisation des employés à la carboneutralité et incorporer les cibles de réduction des émissions à la gestion des fournisseurs.
- 2) Mener une transformation axée sur l'économie d'énergie et la réduction des émissions dans les parcs industriels existants, et adopter des normes de construction écologiques dans les nouveaux.
- 3) Renforcer la gestion des données sur les gaz à effet de serre et compenser les émissions restantes.
- 4) Explorer activement et de façon continue l'investissement écologique et établir conjointement un fonds pour l'innovation technologique carboneutre.

Points à retenir

- Dans la création et la communication de leurs stratégies de carboneutralité ou de faibles émissions de CO₂, les entreprises doivent définir des objectifs à court, moyen et long terme.
- Il n'existe pas de stratégie de carboneutralité unifiée convenant à toutes les entreprises. Les stratégies devraient être élaborées en fonction des caractéristiques du secteur, du modèle d'exploitation de l'entreprise et des attentes des parties prenantes, à l'interne comme à l'externe.
- Les plans d'action doivent aller au-delà de l'entreprise elle-même pour inclure les partenaires de la chaîne d'approvisionnement, où des facteurs comme le niveau d'influence et la comptabilisation des données sont essentiels à la réussite.
- Les entreprises doivent de plus en plus être en mesure de faire le suivi de l'empreinte environnementale de leurs filiales et de leurs fournisseurs de premier niveau. Assurer la mise en application des initiatives de réduction des émissions au sein des principaux fournisseurs deviendra crucial.

⁶ <https://www.antgroup.com/news-media/media-library?type=%25E7%25A4%25BE%25E4%25BC%259A%25E8%25B4%25A3%25E4%25BB%25BB%25E6%258A%25A5%25E5%2591%258A>



L'empreinte carbone doit être
gérée au niveau de l'entreprise
et des produits

Présentation des politiques

La communication des émissions de CO₂ des entreprises et des produits fait l'objet d'une attention particulière

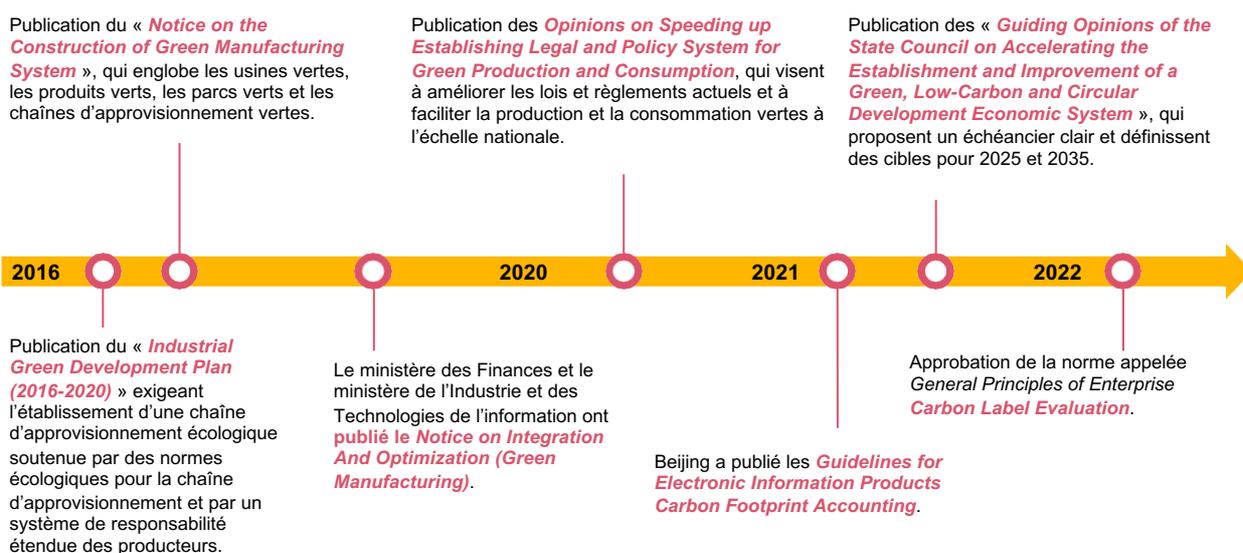
Les émissions provenant de la consommation de produits comptent pour près des deux tiers du total des émissions mondiales⁷. Dès 2015, le gouvernement chinois a publié l'*Implementation Plan for the Energy Efficiency "Frontrunner" System*, qui fait la promotion de produits à faible consommation énergétique et qui sert de système d'étiquetage local de l'empreinte carbone pour les produits écologiques et à faible émission de CO₂. La Chine a créé le « système à double contrôle », un mécanisme utilisé pour contrôler la consommation d'énergie et l'intensité énergétique. Le même système de contrôle sera éventuellement mis en place pour le CO₂. La Chine a aussi démontré son engagement envers une gestion écologique de la chaîne d'approvisionnement en créant une série de politiques à cet effet depuis 2014 (**tableau 3**). Pour ce qui est des normes industrielles, les *Green Manufacturing - Green Supply Chain Management Guidelines for Manufacturing Enterprises* ont été publiées en 2017 afin de fournir des directives de base pour guider les entreprises vers une gestion écologique de la chaîne d'approvisionnement. De plus, des douzaines de normes écologiques pour la chaîne d'approvisionnement ont été créées par des

instances gouvernementales chinoises, dont le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information, le ministère de l'Écologie et de l'Environnement et le ministère du Commerce.

Les exigences réglementaires pour la gestion des émissions de la chaîne d'approvisionnement seront renforcées

À l'heure actuelle, les politiques et la réglementation de la Chine n'obligent que les grandes entreprises de secteurs clés à communiquer l'information environnementale. Les autorités compétentes et les principales entreprises devront développer des exigences écologiques plus contraignantes pour la chaîne d'approvisionnement en amont et en aval couvrant les économies d'eau et d'énergie annuelles, la réduction des émissions de CO₂, l'utilisation de matériaux d'emballage durables, etc. L'information pertinente ne sera plus seulement communiquée aux instances gouvernementales, mais elle sera aussi accessible au public en se basant sur le cadre de communication de l'information.

Tableau 3 – Réglementation et politiques relatives à l'empreinte carbone



⁷Rapport sur les écarts d'émissions en 2020, PNUE

Répercussions sur le marché

Les entreprises exerçant des activités en Chine peuvent aussi faire face à des défis liés à l'empreinte carbone provenant des ONG locales

Les organismes non gouvernementaux surveillent et évaluent activement les réalisations et la gestion des entreprises en matière d'empreinte carbone. Le Corporate Information Transparency Index (CITI)⁸, un index bien connu qui évalue les marques en Chine, a été développé par l'Institute of Public & Environmental Affairs (IPE) en 2014 pour mesurer et classer la performance des entreprises en matière de gestion environnementale de la chaîne d'approvisionnement. En 2021, un nouvel index appelé « *Corporate Climate Action Transparency Index* » (CATI) a été créé par la même organisation afin de se concentrer sur les mesures prises en matière de lutte contre le changement climatique. Les entreprises doivent accroître la transparence de leur chaîne d'approvisionnement dans l'ensemble des secteurs en donnant les moyens d'agir à leurs fournisseurs. À l'heure actuelle, peu d'entreprises communiquent les émissions de leur chaîne d'approvisionnement (émissions de portée 3), car les données sont trop difficiles à vérifier. Pour les entreprises qui s'approvisionnent ou qui exercent des activités en Chine, il est essentiel d'améliorer leurs capacités en matière de gestion environnementale. Selon les dernières informations communiquées recueillies sur la plateforme du Carbon Disclosure Project (CDP)⁹, le nombre de fournisseurs chinois ayant des produits ou des services à faible empreinte carbone est passé de 67 en 2018 à 243 en 2020, ce qui représente 19 % de tous les fournisseurs chinois recensés sur la plateforme¹⁰.

L'étiquetage carbone des produits jouera un rôle important dans le commerce international

L'étiquetage carbone jouera un rôle important dans le processus du commerce international, touchant particulièrement les entreprises des pays en développement et entraînant possiblement l'essor de nouveaux « obstacles verts ». Les plus grandes économies du monde continuent d'innover les politiques et les mesures entourant la réduction des émissions. En juillet 2021, l'UE a proposé la création d'un mécanisme d'ajustements à la frontière pour le carbone (MAFC), qui devrait être lancé sur la base d'un essai de trois ans en 2023 avant sa mise en œuvre officielle en 2026¹¹. En Chine, le programme pilote d'étiquetage de l'empreinte carbone a vu le jour en 2018¹² et plus de normes industrielles en matière d'empreinte carbone devraient être établies dans le futur. La communication des émissions au niveau des produits peut servir de mécanisme clair pour interagir avec les consommateurs. Confrontées aux possibles « obstacles verts » du commerce international, les entreprises ont besoin d'améliorer continuellement leur gouvernance interne et leur évaluation de la gestion écologique de la chaîne d'approvisionnement afin de mener une coopération approfondie avec leurs partenaires en amont et en aval.

⁸ <http://www.ipe.org.cn/GreenSupplyChain/Main.html>.

⁹ <https://www.cdp.net/en>.

¹⁰ CDP, « *Seizing Green Recovery Opportunities and Accelerating Supply Chain Transparency* », rapport 2020 sur la chaîne d'approvisionnement en Chine.

¹¹ La proposition est encore en cours de modification et nous ne pouvons pas exclure la possibilité d'ajustements aux dispositions pertinentes comme l'échéancier de la mise en œuvre officielle des tarifs sur le carbone.

¹² En novembre 2018, la China Electronic Energy Conservation Technology Association a piloté le programme chinois d'étiquetage de l'empreinte carbone menant à l'élaboration de normes subséquentes par des organisations incluant le National Low Carbon Certification Technical Committee, la China Electronic Energy Saving Technology Association (CEESTA) et le China Quality Certification Center (CQC).

Étude de cas

Étendre la gestion de l'empreinte carbone de la conformité à la collaboration et améliorer l'engagement des consommateurs au moyen de solutions numériques

Encadré 2.2 Des entreprises textiles améliorent leur communication avec les consommateurs en présentant l'information sur leur empreinte environnementale

Kering a créé la trousse EP&L (Environmental Profit & Loss; compte de résultat environnemental)¹³ pour mesurer et quantifier son impact environnemental.

La trousse EP&L mesure les émissions de CO₂, la consommation en eau, la pollution de l'air et de l'eau, l'affectation des sols et la production de déchets de l'ensemble de sa chaîne d'approvisionnement, rendant les différents impacts environnementaux des activités de Kering visibles, quantifiables et comparables. Ces impacts sont ensuite convertis en valeurs pécuniaires afin de quantifier l'utilisation des ressources naturelles.

Une entreprise textile chinoise affiche l'empreinte carbone de ses t-shirts en coton

L'entreprise textile chinoise Peacebird a fait état de l'empreinte carbone de ses t-shirts en coton en 2021. Les t-shirts ont une étiquette à code QR qui mène à un rapport sur l'empreinte carbone du produit.

Points à retenir

- Les entreprises doivent comprendre et être en mesure de communiquer l'information environnementale à l'ensemble de leur chaîne d'approvisionnement. Le fait de ne pas la communiquer peut entraîner des difficultés financières, une perte de confiance de la part des consommateurs et d'autres conséquences négatives pour l'entreprise.
- Les exigences en matière de réduction des émissions au niveau des produits s'appliqueront premièrement aux industries à fortes émissions de CO₂ et s'étendront graduellement à un plus vaste éventail de secteurs. Les entreprises qui réduisent l'intensité carbonique de leurs produits d'avance jouiront d'un avantage concurrentiel.
- Les attentes des consommateurs chinois envers la traçabilité de l'information des biens qu'ils achètent ont graduellement augmenté, particulièrement à l'égard des matières premières et des intrants des produits. Les entreprises dominantes aux politiques de communication transparentes peuvent renforcer davantage leur marque et gagner une reconnaissance de leurs consommateurs.

An aerial photograph of a lush green landscape with rolling hills and a winding road. The scene is bathed in soft, golden light, suggesting early morning or late afternoon. A black rectangular box with a pink top border is overlaid on the center of the image, containing white text. Below the text box, several white, curved lines resembling a road or a path lead from the bottom left towards the center of the image.

De plus en plus d'attention
est accordée à la
biodiversité et à une
meilleure affectation des
sols en Chine

Présentation des politiques

Les instances chargées de la protection de l'environnement ont publié une variété de politiques et de règlements liés à la biodiversité

L'Assemblée générale des Nations Unies a nommé la décennie 2010-2020 comme étant la « Décennie des Nations Unies pour la biodiversité ». En tant que pays hôte de la quinzième réunion de la Conférence des Parties (COP15) à la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique, la Chine a joué un rôle clé dans la promotion d'un consensus sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 au sein des pays. Les autorités locales chinoises ont formulé et revu plus de 50 lois, réglementations et autres dispositions législatives à plusieurs niveaux liées à la conservation de la biodiversité. Comme les changements dans les modèles d'affectation des sols mèneront directement à des risques en matière de climat et de biodiversité, la Chine a proposé des zones d'exclusions à des fins écologiques couvrant initialement 25 % de son territoire pour protéger les ressources naturelles. De plus, la Chine voit les solutions basées sur la nature comme des composants essentiels des politiques relatives à la lutte contre le changement climatique du cadre réglementaire « 1+N » (tableau 4).

Les réglementations sur la gestion du risque en matière de biodiversité du secteur financier vont augmenter, ce qui touchera ensuite tous les autres secteurs commerciaux

La recherche sur la perte de biodiversité et la stabilité financière est de plus en plus intégrée aux programmes de beaucoup de banques centrales¹⁴ et d'organismes de réglementation financière du monde. Comme la biodiversité prend de l'importance pour les activités liées au financement et à l'investissement des entreprises, de nouvelles politiques ont été créées pour encourager et soutenir ce processus¹⁵. Des alliances et initiatives de secteurs de pointe ont été mises en place. La Natural Capital Alliance, le World Business Council for Sustainable Development et le consultant local GoldenBee ont lancé l'initiative « Business for Nature »¹⁶. Lors de la COP15, une coalition d'institutions financières de premier plan composée de 36 banques chinoises, de 24 banques étrangères et d'autres institutions financières internationales s'est engagée conjointement à soutenir la conservation de la biodiversité et a officialisé la « Joint Declaration of the Banking Sector to Support Biodiversity Conservation »¹⁷.

Tableau 4 – Réglementation et politiques relatives à la biodiversité



¹⁴Un groupe d'étude conjoint du Central Bank Green Finance Network (NGFS) et d'INSPIRE composé de plus de 90 banques centrales, organismes de réglementation financière et organisations internationales.

¹⁵Par exemple, la politique nationale récemment promulguée appelée *Opinions on Encouraging and Supporting Social Capital to Participate in Ecological Protection and Restoration*.

¹⁶L'initiative se concentre sur le « capital naturel » et vise à aider les entreprises à comprendre l'importance du capital naturel et la nécessité de l'intégrer à leurs décisions d'investissement.

¹⁷<https://new.qq.com/omn/20211015/20211015A0C3LU00.html>

Répercussions sur le marché

La prise en compte de la biodiversité doit être intégrée aux décisions commerciales

La Chine a avancé le concept de « civilisation écologique » pour protéger son statut comme pays ayant l'une des plus grandes biodiversités du monde. Comprendre la façon dont les activités commerciales affectent la biodiversité, notre niveau de dépendance à l'égard des systèmes naturels et la portée avec laquelle les entreprises prennent des mesures pour atténuer ces effets dans l'ensemble de leurs chaînes de valeur aidera les entreprises à identifier et à gérer efficacement les risques et les occasions qui y sont associés. Le Taskforce on Nature-related Financial Disclosure (TNFD) a été créé afin de promouvoir la communication de l'information pertinente par les entreprises et les institutions financières et pour canaliser les flux de capitaux vers des domaines cohérents avec la protection des ressources naturelles¹⁸.

Les entreprises doivent identifier et gérer les risques liés à la nature

Bien que les entreprises soient de plus en plus capables d'identifier les risques associés au climat, elles accusent un retard dans leur habilité à déterminer les risques relatifs à la nature. Le CDP et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) ont analysé les 4367 entreprises qui ont répondu au questionnaire du CDP sur le climat, les forêts et l'eau à l'échelle du monde¹⁹. Parmi les répondants, 68 % ont identifié des risques liés au climat, alors que moins de 1 % d'entre eux ont identifié des risques liés à la nature (p. ex. la vulnérabilité des écosystèmes). Parmi les occasions associées au climat et à la nature mentionnées par les entreprises, « améliorer la résilience aux impacts du changement climatique » a été mentionnée le plus souvent (66 %), suivie par « réduire la consommation d'eau » (17 %) et « s'approvisionner en matériaux durables » (14 %). De la même manière en Chine, alors que les entreprises ont tout récemment commencé à communiquer des données sur l'eau et la foresterie, l'information sur le changement climatique était en tête de liste²⁰.

¹⁸ Le Taskforce on Nature-related Financial Disclosures (TNFD) a été annoncé en juillet 2020 et la phase préparatoire de l'initiative s'est étendue du mois de septembre 2020 au mois de juin 2021. Durant cette phase préparatoire, un groupe de travail informel composé de 75 membres, dont 49 institutions financières et entreprises, 8 institutions gouvernementales et 18 consortiums, a travaillé sur la portée et le plan de travail du TNFD.

¹⁹ <https://portals.iucn.org/library/sites/library/files/documents/2021-038-En.pdf>

²⁰ CDP, *Dealing with the Environmental information Disclosure And accelerating the Low-Carbon Transformation, the 2020 China Listed Companies Report*.



Étude de cas

Prendre en compte le capital naturel²¹ dans les activités commerciales

Encadré 2.3 Le China General Nuclear Power Group (CGNPC) a quantifié la relation entre les activités commerciales et la nature dans son rapport d'évaluation sur le capital naturel²²

Le CGNPC, une vaste société d'État chinoise du secteur de l'énergie propre, a publié son premier rapport sur la conservation de la biodiversité intérieure en 2021 en se basant sur le cadre du capital naturel qui vise à attribuer une valeur en argent aux services fournis par la nature.

Le rapport a évalué le capital naturel de la centrale nucléaire Daya Bay de Shenzhen pour la période d'activité de 1994 à 2019 (424 milliards CNY) et du parc éolien Modoushan du Yunnan de 2012 à 2019 (774 millions CNY). Le rapport a aussi établi la hiérarchie de conservation de la biodiversité du CGNPC, « éviter, réduire, atténuer, compenser », et a adopté des approches quantitatives et qualitatives internationales pour la prise en compte du capital naturel.

Points à retenir

- Les problèmes liés à la biodiversité peuvent entraîner des risques considérables. Les entreprises devraient s'efforcer d'identifier, d'évaluer et de quantifier l'incidence possible de la perte de capital naturel dans leur vérification au préalable.
- Pour éviter des résultats négatifs inattendus, les entreprises devraient comprendre dans leur entièreté les politiques, les normes et les règlements locaux couvrant le changement climatique, la pollution environnementale et la biodiversité.

²¹ <https://capitalscoalition.org/>.

²² Rapport du China General Nuclear Power Group Biodiversity Conservation <http://www.cgnpc.com.cn/cgn/c101087/zlk.shtml>



Le bien-être de la main-
d'œuvre est essentiel pour
motiver les employés et
favoriser leur autonomie

Présentation des politiques

Le bien-être des employés est de plus en plus important avec la poursuite d'une « prospérité commune »

Dans le parcours de la Chine pour bâtir une société fondée sur la « prospérité commune », les instances gouvernementales se concentrent de plus en plus sur le bien-être des employés. Après la pandémie de COVID-19, les gens sont plus préoccupés par leur qualité de vie. Des sujets comme les avantages sociaux, la sécurité au travail et l'équilibre travail-famille sont largement abordés dans les médias

traditionnels comme sur les médias sociaux. En Chine, les entreprises doivent se conformer à une série de politiques et de normes en matière de bien-être des employés allant de l'équité salariale aux politiques de promotion transparentes en passant par les jours fériés, les congés de maternité et de paternité et la formation professionnelle (tableau 5). Un sondage rapporte que pour les Chinois de la génération Z (de 18 à 25 ans), le bien-être personnel et la santé mentale représentent le deuxième plus important facteur à considérer dans le choix d'un emploi²³.

Tableau 5 – Réglementation et politiques relatives au bien-être des employés

Le ministère du Commerce a revu les *Measures for the Administration of Overseas Investment* stipulant que les entreprises doivent **respecter la réglementation et les lois locales des marchés étrangers [...] et s'acquitter de leurs responsabilités sociales en matière de protection de l'environnement et de la main-d'œuvre.**

L'exigence **d'égalité en matière d'emploi et de lutte contre la discrimination** a été ajoutée à l'*Employment Promotion Law of China*.

Cinq instances ont formulé le *Code of Conduct for Overseas Investment and Operation of Private Enterprises*, qui énonce des exigences en matière de renforcement des activités locales, **de respect des traditions culturelles, de renforcement de la communication et d'amélioration de la communication de l'information.**

2013

2014

2015

2016

2017

2018

Formulation des *Guidelines for Environmental Protection in Outbound Investment and Cooperation* exigeant que les entreprises **respectent les croyances religieuses, les traditions culturelles et les coutumes ethniques locales** lorsqu'elles investissent dans un pays hôte.

Formulation de la norme nationale « Social Responsibility Guidelines » inspirée de la norme « ISO 26000 Lignes directrices relatives à la responsabilité sociétale », qui réaffirme l'applicabilité et l'importance de la **protection des droits de la personne au sein d'une variété de types d'organisations**, dont les entreprises.

Publication des « *Measures for the Administration of Overseas Investment of Enterprises* », qui exigent des investisseurs chinois qu'ils **protègent les droits et les intérêts légitimes des employés**, s'acquittent de leurs responsabilités sociales et portent attention à la protection de l'environnement.

²³ <https://www.accaglobal.com/gb/en/professional-insights/pro-accountants-the-future/gen-z.html>

Répercussions sur le marché

L'importance de la flexibilité du travail s'est accrue avec la fin de la pandémie

Attirer et retenir les talents clés a toujours été l'un des principaux facteurs de réussite d'une entreprise, particulièrement dans les secteurs comme les services professionnels et l'éducation. De nos jours, les employés en Chine prêtent une plus grande attention aux questions de bien-être comme la sécurité au travail, la flexibilité du lieu de travail, la flexibilité de l'horaire de travail et la technologie nécessaire à tenir des réunions virtuelles.

Un engagement fort de la part des employés est essentiel pour retenir les talents clés

Dans un monde à l'ère post-COVID-19, l'engagement des employés est plus indispensable que jamais. Pour attirer et retenir les gens talentueux, certaines entreprises ont lancé des groupes fondés sur la communauté d'intérêts à l'extérieur du travail et des projets pour les enfants des employés, comme des sorties au printemps et à l'automne et des fêtes pour enfants en journée. Les entreprises de différents secteurs peuvent avoir différentes priorités en matière de bien-être des employés. Un rapport publié en 2021 montre que les entreprises étrangères ont tendance à insister davantage sur la santé mentale des employés, que les entreprises privées chinoises ont les plus importants investissements en santé financière et que les entreprises d'État sont plus préoccupées par le développement professionnel et la santé sociale de leurs employés²⁴.

²⁴ <https://www.prnasia.com/story/340978-1.shtml>

Étude de cas

Concevoir des programmes de bien-être des employés en fonction des caractéristiques du secteur

Encadré 3.1 JD.com lance des projets de bien-être des employés couvrant les prêts résidentiels et l'assurance médicale

En 2012, JD.com a lancé son projet « Housing Plan » axé sur le bien-être afin d'aider les employés à obtenir la mise de fonds de leur première maison. Après 5 ans, JD.com a annoncé qu'elle élargissait le fonds du plan de logement pour ses employés à 1 milliard CNY, aidant près de 1500 employés. Les employés admissibles peuvent recevoir jusqu'à 1 million CNY en prêt sans intérêts. De plus, JD.com a stipulé que tous les employés actuels qui travaillent depuis plus de cinq ans pour l'entreprise recevront une assurance maladie illimitée en cas de maladie grave²⁵.

En 2021, JD.com a incité une plateforme de médias sociaux chinoise bien connue à publier conjointement le « 2021 Employee Welfare Insight Report » afin de mieux comprendre les changements dans la perception et les demandes des employés concernant leur bien-être en entreprise.

Points à retenir

- Le bien-être des employés en Chine n'est plus un « projet d'image » qui incarne l'égard et le respect accordés aux employés, mais plutôt un reflet de la culture et des valeurs d'entreprise, et il deviendra aussi un facteur important pour attirer et retenir les employés.
- Les entreprises qui exercent des activités en Chine doivent concevoir leurs programmes de bien-être des employés en fonction de la situation locale et de la pratique courante dans le secteur, mais surtout en fonction des besoins réels de leurs employés.

²⁵ L'information pertinente est publiée sur le compte WeChat officiel de JD, appelé JDBlackboard.



La gestion de la chaîne
d'approvisionnement bâtit
un lien de confiance entre
les entreprises et les
parties prenantes

Présentation des politiques

Les entreprises doivent contribuer aux objectifs de « prospérité commune » au moyen de l'engagement de la chaîne d'approvisionnement

La Chine a démontré son engagement envers une gestion écologique de la chaîne d'approvisionnement en créant successivement une série de politiques à cet effet depuis 2014. Comme la Chine est une puissance mondiale de la fabrication, son marché est facilement influencé par les changements dans la chaîne d'approvisionnement mondiale. Par exemple, l'Angleterre, la France et l'Allemagne ont successivement adopté des lois sur la chaîne d'approvisionnement pour renforcer l'obligation de vigilance à l'égard de la performance environnementale des fournisseurs, ce qui pourrait inciter le gouvernement chinois à relever les réglementations semblables pour les entreprises exerçant des activités en Chine. De plus, les attentes et les exigences en matière de gestion de la sécurité sociale dans la chaîne d'approvisionnement augmentent en Chine. Les entreprises doivent veiller à ce que leurs comportements en matière d'approvisionnement et d'exploitation soient conformes, et que leurs fournisseurs respectent à la lettre les exigences locales et garantissent qu'aucun manquement n'ait lieu en matière d'exploitation de la main-d'œuvre ou de travail forcé (**tableau 6**).

Les entreprises sont encouragées à faire le suivi des performances en matière de bien-être de la main-d'œuvre de leurs fournisseurs et à les influencer positivement

Les bourses chinoises, qui exigent déjà que les sociétés cotées communiquent leur performance en matière d'avantages sociaux, encouragent les entreprises à étendre leurs responsabilités de leurs propres activités à celles de leurs partenaires dans la chaîne d'approvisionnement. Pour y arriver, des normes détaillées doivent être mises en place afin d'aider les entreprises à faire le suivi de la performance de leurs fournisseurs en matière d'enjeux sociaux, et pour minimiser les risques associés dans la chaîne d'approvisionnement. De plus, les risques liés à la conformité ne sont pas les seuls qui comptent. La perception de ces enjeux sociaux par les parties prenantes à l'étranger comme au pays doit aussi être considérée attentivement.

Tableau 6 – Exigences et politiques relatives à la gestion de la chaîne d'approvisionnement



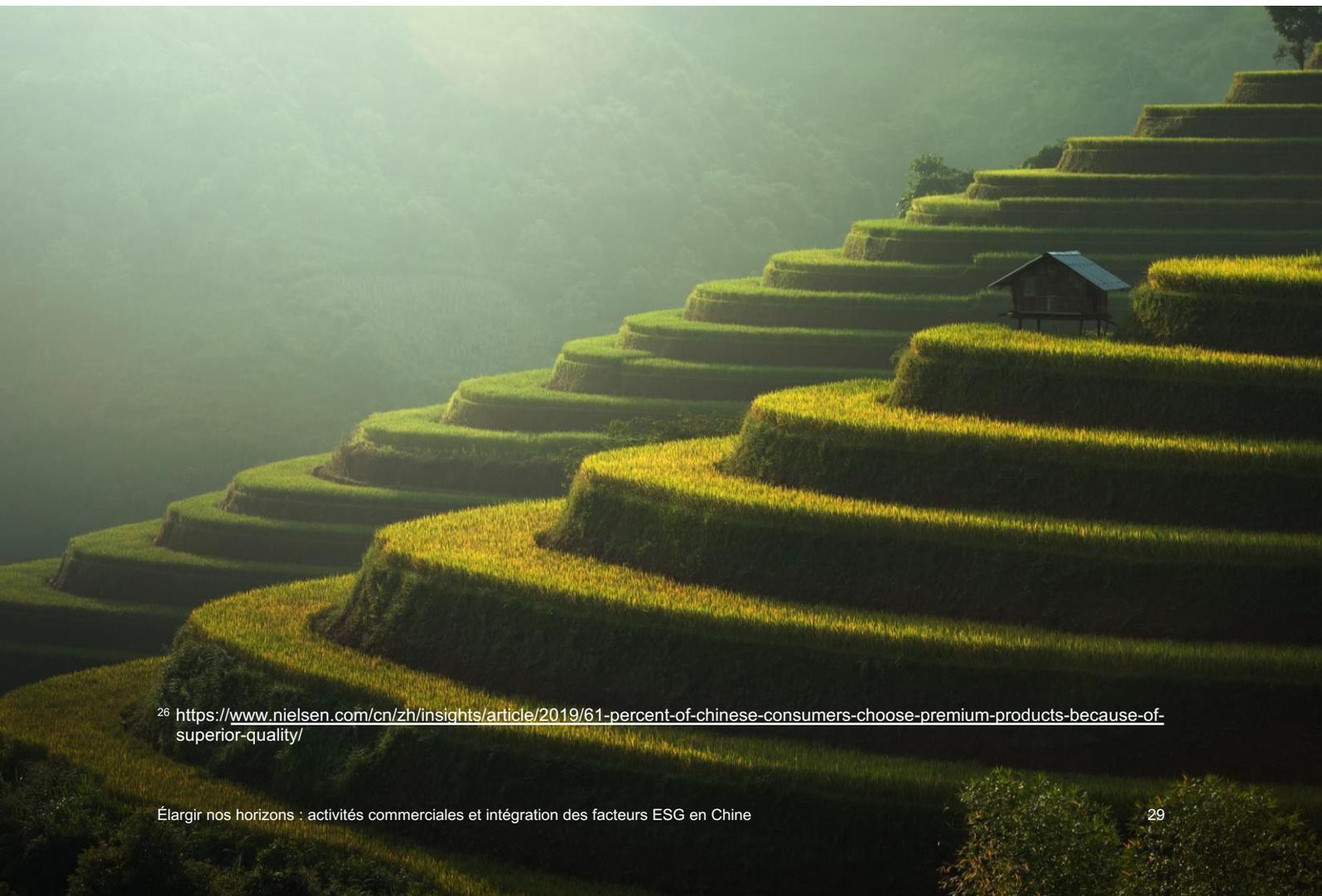
Répercussions sur le marché

Des vérifications régulières des fournisseurs basées sur les procédures de mise en œuvre seront requises pour soutenir une gestion efficace

Le simple fait d'établir des normes pour la chaîne d'approvisionnement ne suffit pas à assurer une gestion efficace de la chaîne d'approvisionnement. Des procédures de mise en œuvre et des vérifications sont nécessaires pour veiller à atteindre les résultats souhaités. Pour veiller à ce que les fournisseurs de différents marchés, dont ceux en régions moins développées, respectent tous les normes du travail de la chaîne d'approvisionnement, les entreprises doivent créer des directives de mise en œuvre détaillées et mener des vérifications régulières. Les facteurs à examiner pourraient inclure les heures de travail, les heures supplémentaires accumulées, les taux de rémunération contractuels, le service de la paie, ainsi que les normes et documents en matière de santé et de sécurité. Ces vérifications devraient être effectuées au moins annuellement.

Les consommateurs chinois sont plus conscients de l'importance des produits socialement responsables

Les entreprises qui exercent des activités ou qui s'approvisionnent en Chine doivent veiller à une bonne visibilité des normes de travail de leurs partenaires de la chaîne d'approvisionnement. Le prix des produits n'est plus la principale considération pour les consommateurs chinois lorsqu'ils achètent des produits de haute qualité. Selon un sondage mené auprès des consommateurs²⁶, 37 % des consommateurs chinois sont prêts à payer plus cher pour des produits socialement responsables.



²⁶ <https://www.nielsen.com/cn/zh/insights/article/2019/61-percent-of-chinese-consumers-choose-premium-products-because-of-superior-quality/>



Étude de cas

Publier des directives avec des cibles claires pour examiner la performance ESG dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement afin d'éviter de possibles risques

Encadré 3.2 Li Ning, une entreprise chinoise de vêtements de sport, aide ses fournisseurs à améliorer leur performance ESG

En 2019, Li Ning a publié sur son site Web officiel des directives en matière de gestion de la responsabilité sociale pour les fournisseurs formulant des normes de mise en œuvre pertinentes pour la performance ESG de ses fournisseurs. Les directives sont mises en application dans le cadre du processus de sélection des nouveaux fournisseurs et de l'évaluation régulière des fournisseurs actuels.

Des « règles de tolérance zéro » ont été introduites dans ces orientations publiques et elles couvrent six dimensions, dont l'élimination des faux dossiers et documents, l'interdiction de la corruption commerciale, l'interdiction du travail forcé et des traitements inhumains, et l'interdiction de polluer l'environnement²⁷. Ce n'est qu'en passant l'évaluation fondée sur les règles de tolérance zéro que les fournisseurs peuvent passer à l'étape suivante de la sélection des fournisseurs pour d'autres vérifications.

²⁷ http://ir.lining.com/tc/csr/csr_reports/scsrmm_190826.pdf

Points à retenir

- Afin de bâtir la confiance des parties prenantes, notamment des partenaires en amont et en aval et des consommateurs, les entreprises doivent reconsidérer les attentes de leurs relations avec les fournisseurs en établissant des exigences et des orientations claires, particulièrement en matière de normes du travail.
- Les entreprises qui exercent des activités ou qui s'approvisionnent en Chine devraient connaître et comprendre les lois du travail appliquées à l'échelle nationale, régionale, provinciale et sectorielle. Ce faisant, elles peuvent renforcer l'autonomie de leurs fournisseurs provenant de différents endroits afin qu'ils se conforment aux exigences des autorités.



Les entreprises doivent
créer une structure de
gouvernance efficace afin de
gérer leur performance ESG

Présentation des politiques

Une amélioration de la gouvernance d'entreprise afin de promouvoir le développement ESG est exigée par les superviseurs

La reconnaissance de l'importance des principes de gouvernance d'entreprise remonte à plusieurs décennies en Chine. Dans les années 1990, la Chine a fait ses premiers pas vers une gouvernance d'entreprise moderne en établissant les bourses de Shanghai et de Shenzhen et en créant la China Securities Regulatory Commission (CSRC) afin d'encadrer son nouveau marché boursier. Les dernières années ont été marquées par une

émergence de l'intégration de la gestion ESG dans la structure de gouvernance des entreprises avec l'introduction du concept des enjeux ESG et de l'investissement durable en Chine, et les autorités réglementaires et les investisseurs se concentrent actuellement sur la performance ESG des entreprises (**tableau 7**). Par exemple, les responsabilités du conseil d'administration comprennent la mise en œuvre de la stratégie ESG de l'entreprise, un leadership efficace, une supervision de la gestion des enjeux ESG et la création de rapports sur leur intendance aux actionnaires.

Tableau 7 – Réglementation et politiques relatives à la gouvernance d'entreprise

HKEX a publié la première édition des *Environmental, Social and Governance Reporting Guidelines* recommandant la publication de rapports ESG par les sociétés cotées.

Les *Shenzhen Stock Exchange Listed Companies Information Disclosure Assessment Measures (2020 Revision)* exigent que les sociétés cotées communiquent leur performance ESG en insistant sur l'importance d'une communication substantielle et complète.

La SASAC a publié la « *Guideline for Corporate Social Responsibility* » destinée aux sociétés d'État.

La CSRS a revu le *Code of Corporate Governance for Listed Companies*, établissant le cadre de base pour la communication de l'information ESG.

La SSE a publié le *Notice on Strengthening the Social Responsibility of Listed Companies*.

L'AMAC a publié l'*ESG Research Report on Listed Companies in China* et les *Green Investment Guidelines (Trial)*, en plus d'établir un système d'indicateurs de base pour mesurer la performance en matière de facteurs ESG des sociétés cotées.

HKEX a mis à jour les « *Environmental, Social and Governance Reporting Guidelines* », exigeant des sociétés cotées qu'elles communiquent leurs rapports sur les facteurs ESG et suivent les principes « appliquer ou expliquer » pour certains des indicateurs ESG.

HKEX a de nouveau revu l'*IPO Guidance*, insistant sur le fait que le conseil d'administration des sociétés demandant un PAPE doit veiller à l'établissement d'une gouvernance d'entreprise et de mécanismes de gestion des facteurs ESG pendant le processus d'inscription et qu'il communique l'information ESG.

Répercussions sur le marché

Une structure de gouvernance des facteurs ESG doit être établie, du personnel doit y être consacré et une communication régulière doit s'effectuer avec la société mère

Les entreprises étrangères doivent établir des structures de gouvernances appropriées avec des responsabilités et des rôles clairement documentés pour assurer la participation et la coordination de la haute direction à travers différentes unités fonctionnelles. Le conseil, la haute direction et les individus désignés devraient connaître et comprendre suffisamment les développements régionaux et locaux liés aux enjeux ESG. Des mécanismes de communication régulière entre le siège social ou la société mère et les filiales en Chine pourraient assurer la mise en œuvre des principes ESG localisés fondée sur le soutien et la stratégie ESG globale du siège social.

Des rapports et des vérifications internes réguliers contribueront à déterminer les problèmes fondamentaux et à atténuer les risques possibles

Les entreprises devraient commencer à bâtir des systèmes internes d'identification, d'évaluation et de récompense des pratiques de gouvernance des facteurs ESG appropriées. Les cadres dirigeants pourraient nommer une équipe professionnelle tierce afin d'aider à établir une structure de gouvernance d'entreprise claire, à étudier la responsabilité de chaque membre du conseil et à préciser les procédures de gestion interne des enjeux liés aux facteurs ESG. Il est aussi essentiel d'explorer les risques et les occasions associés aux facteurs ESG dans les marchés externes lors du processus de prise de décision de l'entreprise. Cela pourrait contribuer à éviter dès le départ de possibles scandales ou des dommages financiers considérables. Identifier les enjeux ESG d'importance en fonction des différentes parties prenantes, dont le conseil d'administration, la direction, les actionnaires, les investisseurs et les consommateurs, peut aider les entreprises à entretenir un lien étroit avec leurs partenaires.

Étude de cas

Des entreprises de premier plan commencent à intégrer les facteurs ESG à leur gouvernance d'entreprise quotidienne

Encadré 4.1 ChinaAMC met en place une structure de gouvernance claire pour les activités et produits liés aux facteurs ESG²⁸

ChinaAMC a établi une structure de gouvernance à quatre couches avec des responsabilités et des tâches claires pour chacune d'elles. Dans cette structure de gouvernance, le directeur général est responsable de coordonner la collaboration interne pour les enjeux ESG. Un comité des affaires ESG a été créé afin de soutenir le directeur général dans le déploiement et la supervision des processus d'intégration des facteurs ESG pour toutes les catégories d'actifs, les secteurs d'activité ou les fonctions.

Au point de vue opérationnel, les directeurs de l'investissement rendront régulièrement compte du progrès et des résultats des efforts ESG de secteurs d'activités pertinents comme les gestionnaires de fonds, les chercheurs du secteur et les chercheurs sur les questions ESG. Cela soutiendra le comité ESG dans l'adaptation et la clarification de principes et stratégies d'investissement responsable et dans l'étude et la mise à jour régulières des normes ESG en matière d'investissement de l'entreprise. Cette approche à plusieurs couches veille à ce que les gestionnaires de l'ensemble de chaque unité fonctionnelle assument leurs responsabilités en matière d'engagements ESG.

Points à retenir

- Les entreprises qui n'ont pas encore entamé leur parcours ESG doivent évaluer leur structure de gouvernance actuelle afin de décider d'une mise en place appropriée pour la gouvernance ESG, dont l'attribution de rôles et de responsabilités au sein des fonctions existantes et des postes et comités nouvellement établis.
- Les entreprises devraient commencer à bâtir des systèmes internes d'identification, d'évaluation et d'encouragement des pratiques de gouvernance appropriées. Les cadres dirigeants pourraient nommer une équipe professionnelle tierce afin de contribuer à établir une structure de gouvernance d'entreprise claire, à clarifier les rôles et responsabilités des membres du conseil et de la haute direction et à préciser les procédures de gestion interne.

²⁸ <https://www.chinaamc.com/quanyu/zeren/index.shtml>



Les pratiques
anticoncurrentielles seront
suivies et régies d'emblée

Présentation des politiques

Les réglementations anticoncurrentielles sont revues et mises en application au niveau provincial et sectoriel en Chine

Avec le développement rapide d'Internet et la variété de modèles d'affaires qui apparaissent en ligne, les administrations responsables de la réglementation ont revu les lois anticoncurrentielles (**tableau 8**). En 2021, la législation antitrust comptait parmi les enjeux fondamentaux abordés lors de la 21^e réunion du Central Committee for Comprehensively Deepening Reform de la Chine²⁹. Peu après, la State Administration for Market Regulation (SAMR) a accéléré ses activités de mise en application et ses branches provinciales ont accéléré la mise en application de la loi antitrust au niveau local. Par exemple, l'AMR de Shanghai a conclu deux dossiers très médiatisés du secteur de l'économie numérique en poursuivant des plateformes en ligne offrant des services de livraison de nourriture dans la ville. La SAMR a aussi concentré la mise en application de l'AML dans les secteurs étroitement liés aux moyens de subsistance des gens : produits pharmaceutiques, services publics, automobiles et matériaux de construction.

Les pratiques anticoncurrentielles seront suivies et régies plus étroitement en raison de l'amélioration du système de crédit social pour les entreprises

Alors que la Chine se dirige vers une gouvernance axée sur les données, toute pratique commerciale contraire à la conformité sera facile à retracer et à consigner par les plateformes numériques améliorées, comme le Système de crédit social pour les entreprises (SCSE) nouvellement créé. Le SCSE, un programme unifié et normalisé fondé sur la réputation pour les sociétés locales et étrangères exerçant des activités en Chine, a été établi pour assurer le respect des règlements et améliorer le comportement des entreprises. Il pourrait avoir un effet important pour les entreprises de petite et moyenne taille n'ayant pas d'infrastructure de conformité d'entreprise solide. De plus, il semble difficile pour les entreprises de se conformer aux exigences réglementaires du SCSE, puisque le programme rend les entreprises responsables du comportement de leurs partenaires commerciaux dans la chaîne d'approvisionnement, ce qui en retour augmentera l'exposition des entreprises aux risques de non-conformité de leurs partenaires.

Tableau 8 – Exigences et politiques relatives aux pratiques anticoncurrentielles

La *Loi contre la concurrence déloyale* (Anti-Unfair Competition Law) a été promulguée pour **encourager et protéger la concurrence loyale tout en freinant les gestes de concurrence déloyale et en défendant les droits et intérêts légitimes des consommateurs**.

La *Loi antitrust* a été promulguée, stipulant que les ententes monopolistiques, l'abus de position dominante sur le marché, la concentration des opérateurs, l'abus de pouvoir administratif, l'entrave à la concurrence et les actes anticoncurrentiels suspectés feront l'objet d'une enquête.

La NDRC et neuf autres instances ont publié les *Several Opinions on Promoting the Healthy and Sustainable Development of the Platform Economy* proposant de **modifier la Loi antitrust (Anti-Monopoly Law) et d'améliorer les règles soutenant la Loi sur la protection des données (Data Security Law) et la Loi de protection des renseignements personnels (Personal Information Protection Law)**.



La *Loi contre la concurrence déloyale* a été revue pour la **première fois** et les modifications touchent principalement les aspects suivants : la définition d'un « opérateur » a été améliorée; des dispositions concernant l'utilisation de moyens techniques pour mettre en œuvre une concurrence déloyale dans le secteur d'Internet ont été ajoutées; une définition plus raisonnable de la corruption commerciale; l'amélioration des dispositions relatives à la responsabilité légale; et des pénalités accrues en cas de concurrence déloyale.

La *Loi contre la concurrence déloyale* a été revue une **deuxième fois** et beaucoup de nouveau contenu y a été ajouté, comme la reconnaissance et la réglementation d'un réseau de gestes anticoncurrentiels, la coordination avec les règles liées à la *Loi antitrust*, la clarification de certains concepts, etc.

²⁹ <https://news.cgtn.com/news/2021-09-01/China-steps-up-anti-monopoly-regulation-13ctOQ7ijhS/index.html>

Répercussions sur le marché

Les entreprises pourraient faire face à des exigences antitrust plus strictes

En 2021, la SAMR a renforcé sa supervision des transactions suspectes dans le cadre desquelles des entreprises faisaient l'acquisition d'actions ou de participation. Avec les contrevenants condamnés à verser des montants très élevés sur l'échelle des amendes, cette vigilance accrue s'est aussi reflétée sur la sévérité des pénalités.

Non seulement l'année 2021 a été considérée comme une année exceptionnelle pour la législation antitrust de la Chine dans le secteur de l'Internet, mais la supervision sera graduellement renforcée dans les secteurs mentionnés précédemment qui sont étroitement liés à la qualité de vie des citoyens moyens, dont le secteur automobile et celui des produits pharmaceutiques.

Les entreprises devraient porter une attention beaucoup plus grande à la façon dont elles recueillent et gèrent les données des utilisateurs

Les changements liés à la confidentialité des données balayent tout le marché chinois et les entreprises doivent faire tout leur possible pour assurer le respect de ces réglementations. Les protections des consommateurs s'élargissent et cela signifie que les entreprises devraient porter une grande attention aux termes utilisés dans leur marketing et leurs communications afin d'éviter toute expression pouvant être considérée comme trompeuse sur les logiciels ou les plateformes numériques. La collecte et la gestion des données de l'utilisateur et du consommateur sont surveillées de plus en plus près en Chine et les organisations doivent être conscientes de cette sphère de politiques en évolution rapide.



Étude de cas

Ignorer les pratiques anticoncurrentielles pourrait entraîner de graves pénalités

Encadré 4.2 Un géant de l'Internet chinois reçoit d'immenses amendes pour avoir forcé la conclusion de contrats d'exclusivité

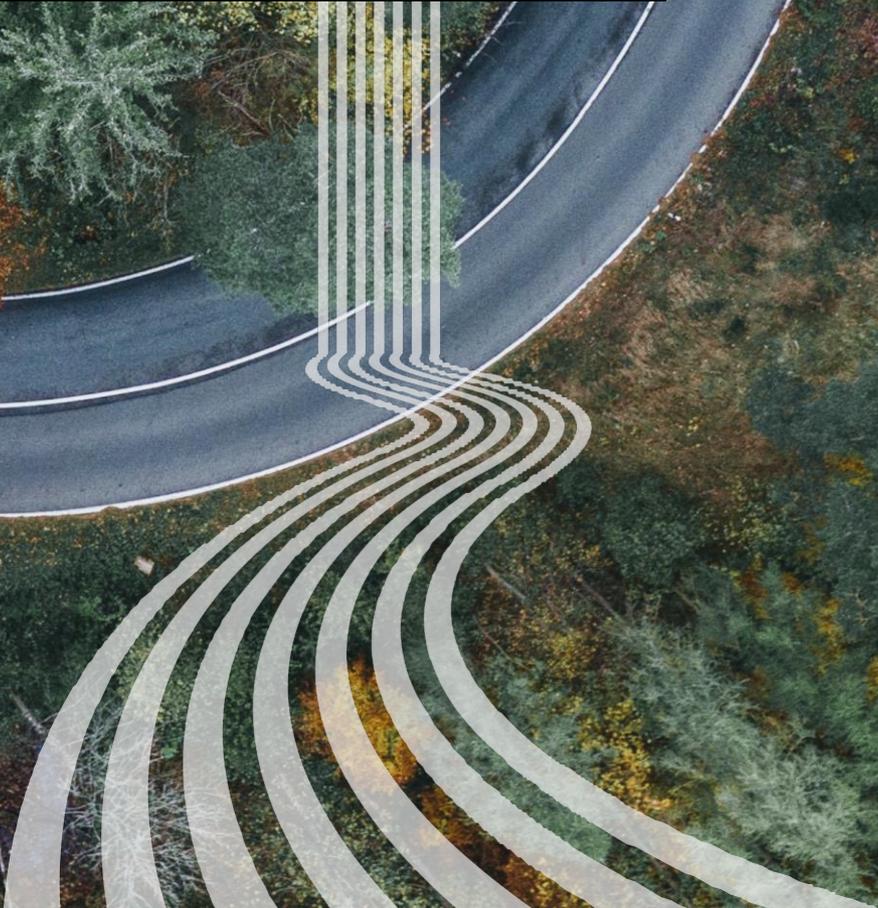
En 2021, une imposante entreprise chinoise du secteur de l'Internet a reçu une amende de 18 milliards CNY pour avoir imposé une pratique d'exclusivité à ses représentants et à ses clients, forçant essentiellement ces entreprises à ne faire affaire qu'avec un seul joueur sur le marché. Pendant la même année, 22 entreprises Internet locales ont reçu une amende de 500 000 CNY chacune pour des gestes incluant l'acquisition de parts dans d'autres entreprises qui aurait pu accroître abusivement leur pouvoir de marché.

Points à retenir

- Les risques associés au fait de participer à une entente anticoncurrentielle ou d'abuser d'une position dominante sont sérieux. En plus des conséquences soulignées précédemment, un autre risque majeur auquel l'entreprise s'expose est l'atteinte et les dommages à sa réputation pouvant résulter d'un long processus d'enquête ou des procédures subséquentes intentées par des clients, des concurrents et des consommateurs.
- Pour atténuer de tels risques, les entreprises doivent renforcer leur contrôle et leur vérification internes à l'égard d'activités comme la fusion, l'acquisition d'actions et la coopération bilatérale avec des pairs.



Regard vers l'avenir



Considérant l'évolution rapide de l'environnement réglementaire et commercial lié aux enjeux ESG en Chine, il est essentiel pour les entreprises canadiennes qui exercent des activités ou qui s'approvisionnent en Chine de continuer à suivre ce développement et les tendances qui y sont associées. Des équipes ou du personnel de gestion spécifiques doivent être désignés et investis d'une autorité suffisante au sein de la structure organisationnelle, y compris d'une capacité de communication directe et régulière avec la haute direction de la société mère.

Les pratiques exemplaires sont importantes. Fruits d'une série d'essais et d'erreurs, elles représentent la meilleure façon pour les entreprises de faire avancer la gestion et les pratiques en matière de facteurs ESG. Les entreprises peuvent toujours tirer des leçons de leurs pairs en Chine par l'entremise de différents canaux, comme les plateformes d'échange des conseils d'affaires.

Pour les entreprises qui entreprennent leur processus de transformation ESG, il est préférable d'établir un système de gestion ESG principalement axé sur la gouvernance, les stratégies, la gestion du risque et la communication de l'information.

Une gouvernance ESG robuste :

- Définir le rôle du conseil et de la haute direction dans l'encadrement et l'identification des risques et des occasions ESG, y compris ceux des filiales en Chine.
- Concevoir des indicateurs clés de performance liés aux facteurs ESG et les inclure dans l'évaluation du rendement, particulièrement pour l'équipe de gestion en Chine.

Des stratégies ESG claires :

- Analyser l'incidence des occasions et des risques environnementaux et sociaux sur les activités, la stratégie et la planification financière de l'entreprise.
- Incorporer les considérations ESG à la stratégie d'entreprise et équilibrer rentabilité et durabilité quand il est question d'exercer des activités ou de s'approvisionner en Chine.
- Tracer des feuilles de route pour la mise en œuvre de la stratégie ESG à moyen et à long terme, et créer des plans d'action à court terme.

Une bonne gestion du risque ESG :

- Mener une évaluation du risque environnemental et social afin d'identifier et de mesurer les facteurs de risque possibles.
- Établir des plans de surveillance et d'atténuation du risque détaillés afin de gérer les risques ESG, qui devraient être intégrés à la gestion du risque globale de l'entreprise.

Une communication proactive de l'information ESG :

- Communiquer de façon proactive avec les parties prenantes, à l'interne comme à l'externe.
- Communiquer les cibles, les risques et les occasions ESG, ainsi que la performance de l'entreprise par rapport aux cibles sur une base régulière et par l'entremise d'une variété de canaux.



Liste des tableaux

Tableau 1 – Principaux enjeux ESG en Chine.....	09
Tableau 2 – Réglementation et politiques relatives au climat.....	12
Tableau 3 – Réglementation et politiques relatives à l’empreinte carbone.....	16
Tableau 4 – Réglementation et politiques relatives à la biodiversité.....	20
Tableau 5 – Réglementation et politiques relatives au bien-être des employés.....	24
Tableau 6 – Exigences et politiques relatives à la gestion de la chaîne d’approvisionnement.....	28
Tableau 7 – Réglementation et politiques relatives à la gouvernance d’entreprise.....	32
Tableau 8 – Exigences et politiques relatives aux pratiques anticoncurrentielles.....	36



www.pwccn.com

© PwC, 2022. Tous droits réservés.

PwC fait référence au réseau PwC ou à l'une ou plusieurs de ses entreprises membres, qui sont toutes des entités juridiquement distinctes. Veuillez visiter pwc.com/structure pour obtenir plus de détails.